

## *Avant-propos*

La fragmentation internationale de la production sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) remet en question notre manière de considérer l'économie mondiale. Il est essentiel de comprendre leur fonctionnement, leur incidence sur la performance économique et la marge de manœuvre de l'action publique pour aider les pays à mieux en tirer profit. Cette publication présente les principales observations et implications en termes de politique publique mises en évidence par les travaux que l'OCDE a consacrés aux CVM, notamment en ce qui concerne les politiques commerciales, les politiques d'investissement et d'innovation, ainsi que les politiques générales et structurelles qui déterminent selon quelles modalités et dans quelle mesure les pays, y compris les économies émergentes et en développement, peuvent tirer profit de leur participation dans les chaînes de valeur mondiales.

L'intérêt que l'OCDE porte aux CVM et à leur impact sur les économies nationales ne date pas d'hier. En 2004, lors de la réunion du Conseil au niveau des Ministres, ceux-ci ont estimé que l'OCDE pouvait aider à dissiper les craintes suscitées par la délocalisation croissante de la production industrielle – souvent à l'extérieur de la zone OCDE. Les Ministres étaient d'avis qu'il manquait un tour d'horizon concret et systématique des tendances et des évolutions, même si les préoccupations politiques à cet égard étaient au centre de l'action publique dans beaucoup de pays de l'OCDE.

En 2007, la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE a publié le rapport intitulé *Comment rester compétitif dans l'économie mondiale : progresser dans la chaîne de valeur*, accompagné d'une série de documents regroupés sous le titre *Staying Competitive in the Global Economy: Compendium of Studies on Global Value Chains*. Une synthèse de ces rapports a été présentée à la réunion ministérielle de l'OCDE de mai 2007.

Ces travaux ont constitué le noyau d'un programme de travail beaucoup plus large auquel ont été associées plusieurs directions de l'OCDE. Ainsi, la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie, celle des échanges et de l'agriculture ainsi que la Direction des statistiques et celle des affaires financières et des entreprises ont toutes contribué à la présente publication, qui a également bénéficié de commentaires et de contributions du Centre de développement et de la Direction de la coopération pour le développement, en particulier en ce qui concerne le rôle des CVM dans le développement économique (chapitre 5).

Dans le même temps, l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont associées pour produire de nouvelles estimations du commerce international (mesuré non plus en chiffres bruts mais en valeur ajoutée). L'initiative OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) vise à fournir des données probantes qui permettent de cerner les grands enjeux et les mesures à prendre, eu égard à la place que les CVM occupent aujourd'hui dans l'économie. Les premiers résultats ont été rendus publics en janvier 2013, suivis d'une seconde diffusion couvrant un plus grand nombre d'années, de

pays et d'indicateurs en mai 2013. L'OCDE et l'OMC continueront à actualiser cette base de données, à en améliorer la qualité et la fiabilité, et à augmenter le nombre d'activités et de pays couverts.

En raison de la nature horizontale des travaux de l'OCDE sur les CVM, les différents chapitres de cette publication ont été examinés et déclassifiés par divers comités de l'Organisation, notamment le Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat (CIIE), qui a piloté le projet, le Comité des échanges, le Comité des statistiques et le Comité de l'investissement. Les auteurs remercient les délégués nationaux auprès de ces organes officiels de l'OCDE pour leurs commentaires et leurs contributions.

Le rapport de synthèse, qui regroupe les principaux messages sur les politiques à mener, a été examiné par le Comité exécutif et le Conseil de l'OCDE, et présenté à la réunion du Conseil au niveau des Ministres de mai 2013.

Le personnel de l'OCDE a largement contribué à ce projet. Le rapport de synthèse a été rédigé sous la direction d'Andy Wyckoff, de Ken Ash et de Martine Durand. Dirk Pilat a assuré le pilotage général et a été chargé du rapport de synthèse. La publication a été coordonnée par Koen De Backer, qui a également participé à la rédaction du chapitre premier (L'essor des chaînes de valeur mondiales), du chapitre 5 (Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans le développement économique), du chapitre 6 (Chaînes de valeur mondiales et compétitivité), du chapitre 7 (Montée en gamme dans les chaînes de valeur mondiales – le rôle du capital intellectuel) et du chapitre 8 (Chaînes de valeur mondiales, maîtriser les risques). Les autres co-auteurs du rapport sont Nadim Ahmad (chapitre 2 – Mesure des échanges en valeur ajoutée), Sébastien Miroudot et Dorothée Rouzet (chapitre 3 – Implications des chaînes de valeur mondiale pour la politique commerciale), Mike Gestrin (chapitre 4 – Chaînes de valeur mondiales et investissement international) et Naomitsu Yashiro (chapitre 7 – Montée en gamme dans les chaînes de valeur mondiales – le rôle du capital intellectuel).

Isabelle Desnoyers-James, Laurent Moussié et Alexandros Ragoussis ont préparé les travaux statistiques/économétriques. L'étude a grandement bénéficié de la contribution et des commentaires de Carlos Alvarez, Andrea Beltramello, Crawford Falconer, Frans Lammersen, Carlo Menon, Jose Ramon Perea, Karine Perset, Raed Safadi et Paul Schreyer. Florence Hourtuat et Sarah Ferguson ont assuré les services de secrétariat. Julia Gregory et Joseph Loux ont préparé le manuscrit final pour publication.

Les données empiriques présentées dans cette publication proviennent largement de la base de données conjointe OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA). Il convient de se féliciter de la fructueuse coopération avec l'OMC dans l'élaboration de la base ÉVA. Cette coopération a largement bénéficié des travaux connexes sur la base de données entrées-sorties mondiales financée par l'UE (WIOD) et de ceux des chercheurs de la Commission du commerce international des États-Unis (USITC) et de l'Institut des économies en développement – Organisation japonaise du commerce extérieur (IDE-JETRO). L'initiative ÉVA s'est construite à partir de la base de données d'entrées-sorties de l'OCDE, qui bénéficie depuis un certain temps d'une contribution financière du Japon.

L'équipe du projet ÉVA de l'OCDE était composée de Norihiko Yamano, Nadim Ahmad, Sébastien Miroudot, Colin Webb, Agnes Cimper, Guannan Miao, Dorothée Rouzet et Bo Werth, dont la contribution mérite d'être particulièrement soulignée, car les nouveaux résultats ÉVA fournissent des données empiriques indispensables sur l'importance et les effets des CVM dans l'économie mondiale aujourd'hui.



Extrait de :  
**Interconnected Economies**  
Benefiting from Global Value Chains

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9789264189560-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Avant-propos », dans *Interconnected Economies : Benefiting from Global Value Chains*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264201842-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).